Que peut-on faire? J'ai écouté le député avec beaucoup de sérieux—c'est vrai—lorsqu'il a parlé du crédit agricole, de tous les tripotages auxquels on se livre et de l'aide offerte aux agriculteurs. Le nombre d'agriculteurs qui ont obtenu de l'aide est infime et le fait d'avoir réduit leur dette d'un ou deux points de pourcentage ne témoigne guère de l'orientation que se doit de donner le gouvernement. Je pense que tout ce bricolage du taux du crédit agricole n'est au mieux qu'une bonne blague. Ce n'est pas une solution.

Ce qu'il faut faire, c'est regarder vers les institutions financières. Le 7 novembre dernier, je me souviens d'avoir ouvert le *Globe and Mail*. D'un côté du *Globe and Mail*, il y avait un énorme titre qui disait «Les agriculteurs écrasés de maux financiers». Rien de surprenant dans les conditions. Sur l'autre page du *Globe and Mail*, ce titre: «Les banques canadiennes au premier rang mondial pour les profits». Alors que les agriculteurs de notre pays étaient littéralement mis à genoux, on constatait que les banques du Canada étaient celles qui faisaient le plus de profits dans le monde entier. Le problème est en partie là. Il serait temps d'aller trouver les banquiers et de leur dire qu'il est temps qu'ils prennent leur part de ce dilemme. Pourquoi leurs profits augmentent-ils substantiellement, alors que le secteur agricole croule sous le poids de ces taux d'intérêt élevés? Certains des pays de l'Europe ont demandé à leur secteur banquier de reconnaître la valeur des exploitations agricoles familiales. Ils leur ont suggéré de proposer aux fermes familiales des taux d'intérêt, disons de 8 p. 100 sur 25 ans.

M. Nickerson: Et qui va payer l'addition?

M. Riis: Le député de Western Arctic (M. Nickerson) vient de dire: «Et qui va payer l'addition?» Eh bien, je vais vous le dire, monsieur le Président. Ce sont les banques. Parce que si leurs profits sont parmi les plus élevés enregistrés dans l'histoire et si la plage des taux d'intérêt au Canada est la plus vaste et la plus large du monde, je pense qu'il est temps que les députés, y compris notre brave camarade de Western Arctic, commencent à se demander pourquoi le Canada devrait accepter d'avoir la plus vaste plage de taux d'intérêt du monde. On continue à dire: «Ce qui est bon pour les banques est bon pour tout le monde». C'est faux, monsieur le Président. Ce n'est certainement pas bon pour les agriculteurs. Je pense qu'il est temps que les banques assument leur part des affaires et cessent de saisir prématurément certains de ces ranchs et de ces agriculteurs qui se battent pour rétablir leur situation.

Comment le faire, monsieur le Président? Si le gouvernement en face de nous avait le cran et la volonté d'aider les agriculteurs en difficulté n'importe où au Canada, il pourrait immédiatement nous proposer la Loi de 1985 sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers pour donner un répit à ces agriculteurs pris à la gorge. Quand les gens nous demandent ce que l'on peut faire, voilà une des choses que l'on peut leur proposer. On peut s'adresser aux banques pour leur demander de faire leur part. Nous pouvons proposer des projets de loi comme la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers à la fin des années 30 et dans les années 40. A cette époque-là, elle a été utile à bien des agriculteurs. Nous pouvons également suivre l'exemple des États-Unis et notamment celui de la Farmers Home Administration. Nous pourrions, comme aux États-Unis, dispenser les agriculteurs en

difficulté de payer les intérêts sur 25 p. 100 de leur dette pendant cinq ans, jusqu'à concurrence de \$200,000, le prêteur privé serait prêt à éponger une partie de la dette et à rééchelonner les remboursements et que l'on pourrait également demander à la FHA de garantir le reste de la dette, jusqu'à concurrence de \$400,000 pour les crédits de fonctionnement et de \$300,000 pour les biens immobiliers.

Il ne s'agit pas d'un programme radical. Il existe déjà aux États-Unis. Voilà encore un exemple de ce qu'il est possible de faire. Les possibilités sont nombreuses. Je songe au travail que le syndicat national des cultivateurs a accompli ces dernières semaines en allant proposer aux différents partis des mesures susceptibles d'aider le secteur agricole.

Pour conclure, j'espère que le gouvernement tiendra compte de la question de la décentralisation qui est soulevée dans la motion à l'étude. La décentralisation permet aux Canadiens de résoudre eux-mêmes les problèmes de leur collectivité. Il semble très souhaitable que les gens règlent eux-mêmes leurs problèmes sans attendre que le gouvernement ou les grandes sociétés et surtout les sociétés étrangères s'en chargent. Pourquoi ne pas leur en donner la possibilité? Nous pourrions aider les collectivités locales à créer des usines de transformation des aliments, des installations de stockage des aliments et à réaliser d'autres projets du même genre de façon à permettre à des producteurs agricoles d'exploiter des terres qui ne sont pas cultivées à l'heure actuelle. Encore une fois, le gouvernement est en mesure de faire diverses choses. Espérons qu'il sera sensible aux arguments invoqués aujourd'hui et que toutes ces suggestions seront incluses dans le budget qu'il présentera jeudi en huit.

● (1750)

[Français]

M. le Président: Questions et commentaires. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Blais) a la parole.

M. Blais: Monsieur le Président, j'entendais l'honorable député parler de la pointe de l'iceberg concernant les faillites agricoles. Si c'est cela la pointe de l'iceberg, je pense que le bas de l'iceberg, ce serait d'avoir un gouvernement néo-démocrate au pouvoir au Canada. Cela, on ne le voit pas dépasser et il ne faudrait pas le voir non plus.

Monsieur le Président, il est bien évident que lorsqu'on est d'accord pour écouter les opinions et des Canadiens et de l'opposition concernant les problèmes que nous vivons à l'agriculture, cet après-midi, on a attendu près d'une demi-heure pour avoir un seul représentant de l'opposition, pour que le Comité permanent de l'agriculture puisse siéger, alors qu'il étudie les subsides réservés à l'agriculture, alors qu'il y avait des fonctionnaires de partout qui attendaient. Ce n'est pas sérieux, monsieur le Président. Ce n'est pas sérieux. Lorsque c'est le temps de se présenter, de faire valoir ses droits, son opinion sur des questions sur les budgets, il faut aller le dire lorsque c'est le temps.

Monsieur le Président, lorsqu'on a parlé de Canagrex tout à l'heure, il faut signaler qu'une décision gouvernementale a été prise et les investissements ont continué ainsi que les interventions canadiennes à l'étranger. Il est bien évident que lorsqu'on